



**ACCORD RELATIF À L'EXTENSION DE LA
COMPÉTENCE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DU CONSEIL DE L'EUROPE AUX AGENTS DE LA
CONFÉRENCE DE LA HAYE DE DROIT
INTERNATIONAL PRIVÉ**

**AGREEMENT ON EXTENDING THE JURISDICTION
OF THE ADMINISTRATIVE TRIBUNAL
OF THE COUNCIL OF EUROPE TO OFFICIALS
OF THE HAGUE CONFERENCE ON PRIVATE
INTERNATIONAL LAW**

**ABKOMMEN ÜBER DIE ERSTRECKUNG DER
ZUSTÄNDIGKEIT DES VERWALTUNGSGERICHTS
DES EUROPARATES AUF DIE BEDIENSTETEN
DER HAAGER KONFERENZ FÜR
INTERNATIONALES PRIVATRECHT**

Le Secrétaire général du Conseil de l'Europe et le Secrétaire général de la Conférence de La Haye de droit international privé,

Considérant que la Conférence de La Haye de droit international privé est une organisation intergouvernementale bénéficiant d'une immunité de juridiction, ainsi qu'il ressort de l'accord du 1er décembre 1959 conclu entre la Conférence de La Haye de droit international privé et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas relatif aux privilèges et immunités de la Conférence sur le territoire néerlandais, complété par d'autres accords conclus en 1989, 1992, 2002, 2005, 2006 et 2007;

Considérant que, dès lors, les litiges relatifs au travail entre cette Organisation et ses agents ne peuvent être portés devant une juridiction nationale;

Considérant qu'à l'instar des employés d'autres organisations internationales, les agents de la Conférence de La Haye de droit international privé doivent néanmoins bénéficier d'une voie de recours de caractère juridictionnel pour les litiges qui les opposent à la Conférence;

Vu la demande de reconnaissance de la compétence du Tribunal administratif pour les litiges entre les agents de la Conférence de La Haye de droit international privé et ladite Conférence, présentée initialement par lettre du 21 octobre 2015 au Secrétaire général du Conseil de l'Europe par le Secrétaire général de la Conférence de La Haye de droit international privé, puis renouvelée par lettre du 12 juin 2017, et la réponse du Secrétaire général du Conseil de l'Europe en date du 5 septembre 2017;

Vu l'article 15, paragraphe 2, du Statut du Tribunal administratif;

Vu l'approbation du Règlement du personnel par les Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé, certifiée par le Secrétaire Général de la Conférence le 1er février 2017;

Vu la décision du 8 novembre 2017 du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe autorisant le Secrétaire général du Conseil de l'Europe à signer le présent accord;

Vu les articles 59 à 61 du Statut du Personnel du Conseil de l'Europe relatifs aux voies de recours ouvertes aux agents du Conseil de l'Europe, son annexe XI portant Statut du Tribunal administratif ainsi que le Règlement intérieur du Tribunal administratif du Conseil de l'Europe établi par celui-ci;

Le Tribunal administratif du Conseil de l'Europe ayant donné un avis favorable à la conclusion du présent accord;

Dûment mandatés par leurs organisations respectives,

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1er

Le Tribunal administratif du Conseil de l'Europe (ci-après, le « Tribunal administratif ») est compétent pour statuer sur les recours engagés, dans les conditions précisées à l'article 60 du Statut du Personnel du Conseil de l'Europe, contre les actes d'ordre administratif pris par le Secrétaire général de la Conférence de La Haye de droit international privé, tels que définis à l'article 59, paragraphe 2, du Statut du Personnel du Conseil de l'Europe ou aux articles pertinents des textes statutaires et réglementaires de la Conférence de La Haye de droit international privé. Les personnes habilitées à introduire un recours devant le Tribunal administratif sont celles visées par les textes statutaires et réglementaires de la Conférence

de La Haye de droit international privé. Conformément à l'article 4 de son Statut, il revient au Tribunal administratif de trancher les questions portant sur sa compétence.

Article 2

Dans l'exercice de cette compétence, les références faites au Conseil de l'Europe et à son Secrétaire général qui sont contenues aux articles 59, paragraphe 9, et 60 du Statut du Personnel du Conseil de l'Europe, dans le Statut du Tribunal administratif et dans le Règlement intérieur de celui-ci, sont à considérer comme visant la Conférence de La Haye de droit international privé et son Secrétaire général.

Article 3

1. La Conférence de La Haye de droit international privé demeure libre de régler la phase précontentieuse menant à la saisine du Tribunal administratif, conformément à l'application par analogie de l'article 59 du Statut du Personnel du Conseil de l'Europe, ou de renoncer à prévoir une telle phase. Dans ce dernier cas, l'article 60, paragraphe 3, du Statut du Personnel du Conseil de l'Europe s'applique en tenant compte de cette faculté. Le point de départ du délai de prescription prévu audit paragraphe 3 est fixé en fonction du présent paragraphe.
2. Considérant que la Conférence de La Haye de droit international privé a intercalé une procédure de conciliation facultative entre la procédure administrative et la procédure d'appel devant le Tribunal administratif, le conciliateur sera nommé par le président du Tribunal administratif, après examen de toutes les candidatures déposées auprès du greffe du Tribunal administratif, chargé de toutes les tâches administratives afférentes à cette nomination.
3. Considérant que le Secrétaire général de la Conférence de La Haye de droit international privé et le conciliateur ont la faculté de décider de surseoir à l'exécution de l'acte administratif contesté, l'article 60, paragraphe 4 du Statut du Personnel du Conseil de l'Europe, qui permet le sursis à exécution pendant la procédure devant le Tribunal administratif, peut s'appliquer, sauf si le président du Tribunal administratif, dûment saisi, en décide autrement. Il est entendu qu'après le dépôt de son recours, un agent peut introduire une demande de sursis à exécution, même s'il ne l'a pas introduit devant le Secrétaire général de la Conférence de La Haye de droit international privé ou le conciliateur ou si sa requête a été rejetée.

Article 4

1. La Conférence de La Haye de droit international privé supporte le paiement de toute indemnité accordée à la partie requérante par le Tribunal administratif y compris les frais dont le remboursement est prescrit à l'article 11, paragraphes 2 et 3, du Statut du Tribunal administratif.
2. La Conférence de La Haye de droit international privé supporte également les frais occasionnés par les recours portés devant le Tribunal administratif, à savoir:
 - a) les frais réels de voyage et de séjour des juges du Tribunal administratif, ainsi que leurs indemnités;
 - b) les frais réels d'interprétation;
 - c) les frais réels pour le travail accompli par le greffe du Tribunal administratif prorata temporis, y compris le travail effectué dans le cadre de la procédure de nomination du

conciliateur; et, s'il y a lieu, les frais de mission du greffier du Tribunal administratif et des autres membres du greffe;

- d) les frais réels de traduction des sentences, des décisions et des ordonnances dans la deuxième langue officielle du Conseil de l'Europe ainsi que, si nécessaire pour les besoins de l'examen des recours, des documents de la procédure dans une ou deux langues officielles du Conseil de l'Europe, dans les cas où ces traductions sont établies par les soins du greffe du Tribunal administratif;
- e) les frais de traduction des sentences, des décisions et des ordonnances dans les langues officielles de la Conférence de La Haye de droit international privé, qui ne sont pas langues officielles du Conseil de l'Europe, ces traductions étant établies par les soins de la Conférence de La Haye de droit international privé;
- f) les frais réels de publication sur papier et/ou en version électronique des sentences, des décisions et des ordonnances du Tribunal administratif, ainsi que de toute autre publication établie par le greffe du Tribunal administratif qui fait connaître les activités menées par la Conférence de La Haye de droit international privé;
- g) s'il en a ainsi été décidé par le Tribunal administratif, les frais réels justifiés de transport et de séjour exposés par les témoins qui ont été entendus ainsi que les honoraires et les frais justifiés de transport et de séjour exposés par les experts qui ont été mandatés par le Tribunal administratif;
- h) tous autres frais non prévus par cet accord, dans la mesure où ces frais s'imposent à la Conférence de La Haye de droit international privé en vertu d'une décision du Tribunal administratif.

Ces frais sont calculés selon les règles en vigueur au Conseil de l'Europe et les taux fixés par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, sauf les frais énoncés à la lettre h) qui sont fixés par le Tribunal administratif.

Article 5

La Conférence de La Haye de droit international privé s'engage à donner exécution aux sentences du Tribunal administratif et à en informer celui-ci selon les dispositions de l'article 60, paragraphe 6, du Statut du Personnel du Conseil de l'Europe. Ladite Conférence s'engage également à mettre en application l'article 26, paragraphe 2, dernière phrase, du Règlement intérieur du Tribunal administratif, s'agissant du refus d'un témoin de comparaître ou de déposer.

Article 6

Les parties signataires du présent accord s'engagent à résoudre à l'amiable tout différend susceptible d'intervenir entre elles, relatif à la mise en œuvre du présent accord.

Article 7

Le présent accord entre en vigueur dès sa signature par les deux Parties. Chacune des Parties peut y mettre un terme moyennant un préavis de six mois, donné par une notification adressée au Secrétaire général de l'autre Partie. Le Tribunal administratif ne serait dès lors compétent que pour connaître des recours pendants ou introduits avant l'expiration du jour où la dénonciation de l'accord prend effet.

The Secretary General of the Council of Europe and the Secretary General of the Hague Conference on Private International Law,

Considering that the Hague Conference on Private International Law is an intergovernmental organisation enjoying immunity from jurisdiction according to the Agreement of 1st December 1959, as complemented by further Agreements in 1989, 1992, 2002, 2005, 2006 and 2007, concluded between the Hague Conference on Private International Law and the Government of the Kingdom of the Netherlands concerning the Conference's privileges and immunities in the territory of Netherlands;

Considering that consequently, work-related disputes between this Organisation and its officials cannot be brought before a national court;

Considering that like the employees of other international organisations, the officials of the Hague Conference on Private International Law nonetheless must have available to them judicial redress in relation to disputes with the Conference;

Having regard to the request for recognition of the Administrative Tribunal's jurisdiction over disputes between officials of the Hague Conference on Private International Law and the Conference, first submitted to the Secretary General of the Council of Europe by the Secretary General of the Hague Conference on Private International Law in a letter dated 21 October 2015, and renewed in a letter dated 12 June 2017 as well as to the reply by the Secretary General of the Council of Europe dated 5 September 2017;

Having regard to Article 15, paragraph 2 of the Statute of the Administrative Tribunal;

Having regard to the approval of the Staff Rules by the Member States of the Hague Conference on Private International Law, as certified by the Secretary General of the Conference on 1 February 2017;

Having regard to the decision of 8 November 2017 of the Committee of Ministers of the Council of Europe authorising the Secretary General of the Council of Europe to sign this agreement;

Having regard to Articles 59 to 61 of the Council of Europe Staff Regulations on remedies available to Council of Europe officials, to Appendix XI thereto containing the Statute of the Administrative Tribunal, and to the Rules of Procedure of the Administrative Tribunal of the Council of Europe drawn up by the latter;

The Administrative Tribunal of the Council of Europe having given an opinion in favour of concluding this agreement;

Duly empowered by their respective organisations,

Have agreed as follows:

Article 1

The Administrative Tribunal of the Council of Europe (hereinafter "the Administrative Tribunal") shall have jurisdiction to determine appeals brought, under the conditions defined in Article 60 of the Council of Europe Staff Regulations, against administrative acts by the Secretary General of the Hague Conference on Private International Law, according to their definition in Article 59, paragraph 2 of the Council of Europe Staff Regulations or in the relevant provisions of the statutory and regulatory texts of the Hague Conference on Private International Law. The persons entitled to bring an appeal before the Administrative Tribunal shall be those coming under the statutory and regulatory texts of the Hague

Conference on Private International Law. The Administrative Tribunal shall have competency to determine disputes concerning its jurisdiction in accordance with Article 4 of its Statute.

Article 2

In exercising this jurisdiction, the references made to the Council of Europe and its Secretary General in Articles 59, paragraph 9 and 60 of the Council of Europe Staff Regulations, in the Statute of the Administrative Tribunal and in its Rules of Procedure shall be understood as referring to the Hague Conference on Private International Law and its Secretary General.

Article 3

1. The Hague Conference on Private International Law remains free to regulate the pre-litigation stage leading to a referral to the Administrative Tribunal, in accordance with the analogous application of Article 59 of the Council of Europe Staff Regulations, or to forego such a stage. In the latter case, Article 60, paragraph 3 of the Council of Europe Staff Regulations shall apply with due regard to this possibility. The commencement of the limitation period prescribed in paragraph 3 shall be set in accordance with the present paragraph.
2. Because the Hague Conference on Private International Law interleaved an optional conciliation procedure between the administrative complaint and an appeal to the Administrative Tribunal, the conciliator will be appointed by the President of the Administrative Tribunal after consideration of all candidatures lodged with the Registry of the Administrative Tribunal, which is in charge of all administrative tasks concerning this appointment.
3. Because the Secretary General of the Hague Conference on Private International Law and the conciliator are empowered to decide to stay the execution of the disputed administrative act, Article 60, paragraph 4 of the Council of Europe Staff Regulations, which allows a stay of execution to be maintained during the proceedings before the Administrative Tribunal may apply, unless the duly petitioned President of the Administrative Tribunal, decides otherwise. It is understood that after lodging an appeal, an official may bring a request for stay of execution. This applies even if the official has omitted to apply for a stay to the Secretary General of the Hague Conference on Private International Law or to the conciliator, or if the official's request was rejected

Article 4

1. The Hague Conference on Private International Law shall defray any compensation awarded to the appellant by the Administrative Tribunal, including the costs whose reimbursement is prescribed in Article 11, paragraphs 2 and 3 of the Statute of the Administrative Tribunal.
2. The Hague Conference on Private International Law shall also defray the costs arising from appeals brought before the Administrative Tribunal, viz.:
 - a) the actual travel and subsistence expenses of the judges of the Administrative Tribunal as well as their indemnities;
 - b) the actual cost of interpretation;
 - c) the actual expenses for the work performed by the Registry of the Administrative Tribunal (pro rata temporis), including work in connection with the procedure for

appointing the conciliator and, if appropriate, the official journey expenses of the Registrar of the Administrative Tribunal and the other members of the Registry;

- d) the actual cost of translating judgments, decisions and orders into the second official language of the Council of Europe and, to the extent necessary, for the examination of appeals and procedural documents in one or both official languages of the Council of Europe where these translations have been prepared by the Registry of the Administrative Tribunal;
- e) the cost of translating judgments, decisions and orders into the official languages of the Hague Conference on Private International Law, which are not official languages of the Council of Europe, these translations being prepared by the Hague Conference on Private International Law;
- f) the actual cost of the hard-copy and/or electronic publication of the Administrative Tribunal's judgments, decisions and orders, as well as all other publications by the Registry of the Administrative Tribunal that publicise the activities performed for the Hague Conference on Private International Law;
- g) if the Administrative Tribunal so decides, the actual and properly vouched travel and subsistence expenses incurred by the witnesses heard, together with the fees and the properly vouched travel and subsistence expenses of the experts commissioned by the Administrative Tribunal;
- h) any such other costs, not contemplated by this agreement, insofar these are imposed upon the Hague Conference on Private International Law by decision of the Administrative Tribunal.

These costs shall be calculated according to the rules in force at the Council of Europe and the rates established by the Committee of Ministers of the Council of Europe, except those costs imposed under letter h), which shall be fixed by the Administrative Tribunal.

Article 5

The Hague Conference on Private International Law undertakes to execute the judgments of the Administrative Tribunal and to inform it of the execution in accordance with the provisions of Article 60, paragraph 6 of the Council of Europe Staff Regulations. The Conference also undertakes to apply Rule 26, paragraph 2, last sentence, of the Rules of Procedure of the Administrative Tribunal, concerning a witness's refusal to appear or to give evidence.

Article 6

The signatories to this agreement undertake to reach a friendly settlement of any dispute that may arise between them regarding the implementation of this agreement.

Article 7

This agreement shall come into force upon its signature by both Parties. Each Party may terminate the present agreement through a six months' notice contained in a notification addressed to the Secretary General of the other Party. The Administrative Tribunal would then only have jurisdiction to hear pending appeals, or those filed before the end of the day on which the termination of this agreement takes effect.

Der Generalsekretär des Europarates und der Generalsekretär der Haager Konferenz für Internationales Privatrecht,

unter Berücksichtigung, dass die Haager Konferenz für Internationales Privatrecht eine zwischenstaatliche Organisation ist, die im Sinne des Abkommens vom 1. Dezember 1959, und komplementiert durch weitere Abkommen in 1989, 1992, 2002, 2005, 2006 und 2007, geschlossen zwischen der Haager Konferenz für Internationales Privatrecht und der Regierung des Königreichs der Niederlande in Bezug auf die Privilegien und Immunitäten der Konferenz auf dem Gebiet der Niederlande, Immunität von der Gerichtsbarkeit genießt;

in der Erwägung, dass Arbeitsstreitigkeiten zwischen dieser Organisation und deren Bediensteten daher nicht vor ein nationales Gericht gebracht werden können;

in der Erwägung, dass wie den Bediensteten anderer internationaler Organisationen, den Bediensteten der Haager Konferenz für Internationales Privatrecht für ihre Streitigkeiten mit der Konferenz gleichwohl ein gerichtlicher Rechtsbehelf zur Verfügung stehen muss;

gestützt auf den Antrag auf Anerkennung der Gerichtsbarkeit des Verwaltungsgerichts für Streitigkeiten zwischen den Bediensteten der Haager Konferenz für Internationales Privatrecht und der Konferenz, den der Generalsekretär der Haager Konferenz für Internationales Privatrecht mit Schreiben vom 21. Oktober 2015 beim Generalsekretär des Europarates gestellt, und mit Schreiben vom 12. Juni 2017 erneuert, hat, und die Antwort des Generalsekretärs des Europarates vom 5. September 2017;

in der Erwägung des Artikels 15, Absatz 2 des Statuts des Verwaltungsgerichts;

unter Berücksichtigung der Anerkennung des Personalstatuts durch die Mitgliedstaaten der Haager Konferenz über Internationales Privatrecht, die vom Generalsekretär der Konferenz am 1. Februar 2017 bescheinigt wurde;

gestützt auf die Entscheidung vom 8. November 2017 des Ministerkomitees des Europarates welche den Generalsekretär des Europarates zur Unterzeichnung dieses Abkommens ermächtigt;

gestützt auf die Artikel 59 bis 61 des Personalstatuts des Europarates betreffend die Rechtsbehelfe der Bediensteten des Europarates, dessen Anhang XI über das Statut des Verwaltungsgerichts des Europarates sowie die vom Verwaltungsgericht erlassene Geschäftsordnung des Gerichts;

unter Hinweis darauf, dass das Verwaltungsgericht des Europarates eine befürwortende Stellungnahme zum Abschluss dieses Abkommens abgegeben hat;

von ihrer jeweiligen Organisationen gehörig beauftragt,

Sind wie folgt übereingekommen:

Artikel 1

Das Verwaltungsgericht des Europarates (im Folgenden „Verwaltungsgericht“) ist für die Entscheidung über Klagen zuständig, die nach Maßgabe des Artikels 60 des Personalstatuts des Europarates gegen Verwaltungsakte des Generalsekretärs der Haager Konferenz für Internationales Privatrecht im Sinne des Artikels 59 Absatz 2 des Personalstatuts des Europarates oder der einschlägigen Artikel der Statuten und Verordnungen der Haager Konferenz für Internationales Privatrecht erhoben werden. Klageberechtigt vor dem Verwaltungsgericht sind die in den Statuten und Verordnungen der Haager Konferenz für Internationales Privatrecht vorgesehenen Personen. Das Verwaltungsgericht hat die Kompetenz Zuständigkeitsstreitigkeiten gemäß Artikel 4 seines Statuts zu entscheiden.

Artikel 2

Bei der Wahrnehmung dieser Zuständigkeit sind die in Artikel 59 Absatz 9 und Artikel 60 des Personalstatuts des Europarates, im Statut des Verwaltungsgerichts und in dessen Geschäftsordnung enthaltenen Bezugnahmen auf den Europarat und dessen Generalsekretär als Bezugnahmen auf die Haager Konferenz für Internationales Privatrecht und dessen Generalsekretär zu verstehen.

Artikel 3

1. Der Haager Konferenz für Internationales Privatrecht bleibt es unbenommen, das Verfahrensstadium vor der analog zu Artikel 59 des Personalstatuts des Europarates vorgesehenen Anrufung des Verwaltungsgerichts frei zu gestalten oder auf ein solches Stadium zu verzichten. Im letzteren Fall findet Artikel 60 Absatz 3 des Personalstatuts des Europarates unter Berücksichtigung dieser Möglichkeit Anwendung. Der Beginn der in jenem Absatz genannten Frist ist dem Vorstehenden entsprechend festzulegen.
2. Da die Haager Konferenz für Internationales Privatrecht zwischen der Verwaltungsbeschwerde und der Klage vor dem Verwaltungsgericht ein fakultatives Schlichtungsverfahren vorgesehen hat, wird der Schlichter zudem nach Prüfung aller beim Gerichtskanzler des Verwaltungsgerichts eingereichten Bewerbungen vom Präsidenten des Verwaltungsgerichts ernannt. Der Gerichtskanzler ist für alle mit der Ernennung verbundenen Verwaltungsarbeiten zuständig.
3. Da der Generalsekretär der Haager Konferenz für Internationales Privatrecht und der Schlichter beschließen können, die angefochtene Entscheidung auszusetzen, ist ggf. Artikel 60 Absatz 4 des Personalstatuts des Europarats anzuwenden, der es erlaubt, die Aussetzung der Entscheidung während des Verfahrens vor dem Verwaltungsgericht aufrecht zu erhalten, sofern der in dieser Sache ordnungsgemäß angerufene Präsident des Verwaltungsgerichts nichts anderes beschließt. Es besteht Einvernehmen darüber, dass ein Bediensteter nach Einreichung seiner Klage einen Antrag auf Aussetzung der Entscheidung stellen kann. Dies gilt auch, wenn er dies beim Generalsekretär der Haager Konferenz für Internationales Privatrecht oder beim Schlichter unterlassen hat, oder wenn sein Antrag abgelehnt wurde.

Artikel 4

1. Die Haager Konferenz für Internationales Privatrecht trägt die Kosten der dem Kläger vom Verwaltungsgericht ggf. zugesprochenen Entschädigung, einschließlich der gemäß Artikel 11 Absätze 2 und 3 des Statuts des Verwaltungsgerichts zu erstattenden Kosten.
2. Die Haager Konferenz für Internationales Privatrecht trägt ferner die durch die Klageerhebung beim Verwaltungsgericht verursachten Kosten, d. h.
 - a) die tatsächlichen Reise- und Aufenthaltskosten der Richter des Verwaltungsgerichts sowie deren Entschädigungen;
 - b) die tatsächlichen Dolmetschkosten;
 - c) die tatsächlichen Kosten für die vom Gerichtskanzler des Verwaltungsgerichts geleistete Arbeit (pro rata temporis), einschließlich der Arbeit im Rahmen des Verfahrens zur Ernennung des Schlichters; und ggf. die Reisekosten des Gerichtskanzlers des Verwaltungsgerichts und der anderen Mitglieder der Gerichtskanzlei;

- d) die tatsächlichen Kosten für die Übersetzung der Urteile, Entscheidungen und Verordnungen in die zweite Amtssprache des Europarates und, soweit erforderlich, zur Prüfung von Klagen und Verfahrensdokumenten in einer oder zwei Amtssprachen des Europarates, wobei diese Übersetzungen von der Gerichtskanzlei des Verwaltungsgerichts gefertigt werden;
- e) die Kosten für die Übersetzung der Urteile, Entscheidungen und Verfügungen in die Amtssprachen der Haager Konferenz für Internationales Privatrecht, die nicht gleichzeitig Amtssprachen des Europarates sind, wobei diese Übersetzungen von der Haager Konferenz für Internationales Privatrecht gefertigt werden;
- f) die tatsächlichen Kosten für die Veröffentlichung der Urteile, Entscheidungen und Verfügungen des Verwaltungsgerichts in Papier- und/oder elektronischer Form sowie alle sonstigen Veröffentlichungen des Gerichtskanzlers des Verwaltungsgerichts zur Bekanntmachung der für die Haager Konferenz für Internationales Privatrecht durchgeführten Tätigkeiten;
- g) falls das Verwaltungsgericht so entscheidet, die den gehörten Zeugen tatsächlich entstandenen und nachgewiesenen Reise- und Aufenthaltskosten sowie die Honorare der vom Verwaltungsgericht beauftragten Sachverständigen und die diesen entstandenen und nachgewiesenen Reise- und Aufenthaltskosten;
- h) alle sonstigen, in diesem Abkommen nicht vorgesehenen Kosten, soweit sie der Haager Konferenz für Internationales Privatrecht durch Entscheidung des Verwaltungsgerichts in Wahrnehmung der Rechtsprechungstätigkeit auferlegt werden.

Diese Kosten werden nach den im Europarat geltenden Vorschriften und den vom Ministerkomitee des Europarates festgelegten Sätzen berechnet, ausgenommen diejenigen nach Buchstabe h, die vom Verwaltungsgericht festgesetzt werden.

Artikel 5

Die Haager Konferenz für Internationales Privatrecht verpflichtet sich, die Urteile des Verwaltungsgerichts zu vollstrecken und das Gericht nach den Bestimmungen des Artikels 60 Absatz 6 des Personalstatuts des Europarates davon in Kenntnis zu setzen. Die Konferenz verpflichtet sich ferner zur Anwendung des Artikels 26 Absatz 2 letzter Satz der Geschäftsordnung des Verwaltungsgerichts betreffend das Nichterscheinen von Zeugen und die Verweigerung der Zeugenaussage.

Artikel 6

Die unterzeichnenden Parteien dieses Abkommens verpflichten sich, Streitigkeiten untereinander über die Umsetzung dieses Abkommens auf gütlichem Wege beizulegen.

Artikel 7

Dieses Abkommen tritt mit Unterzeichnung durch die beiden Parteien in Kraft. Jede der beiden Parteien kann, unter Einhaltung einer Frist von sechs Monaten, dieses Abkommen durch eine Mitteilung an den Generalsekretär der jeweils anderen Partei, kündigen. Das Verwaltungsgericht soll dann nur noch solche Verfahren hören, welche am Ende des Tages an dem die Kündigung in Kraft tritt, bei ihm eingereicht wurden oder schon anhängig waren.

Fait en français, en anglais et en allemand, les trois textes faisant également foi, en deux exemplaires originaux.

Done in French, English and German, the three texts being equally authentic, in two original copies.

Geschehen in zwei Urschriften, jede in Französisch, Englisch und Deutsch, wobei jeder Wortlaut gleichermaßen verbindlich ist.

Strasbourg, le 24 novembre 2017

Strasbourg, 24 November 2017

Straßburg, den 24. November 2017

**Pour la Conférence de La Haye
de droit international privé**

**For the Hague Conference on
Private International Law**

**Für die Haager Konferenz für
Internationales Privatrecht**

Pour le Conseil de l'Europe

For the Council of Europe

Für den Europarat



Christophe BERNASCONI

Secrétaire Général
Secretary General
Generalsekretär



Gabriella BATTAINI-DRAGONI

Secrétaire Générale Adjointe
Deputy Secretary General
Stellvertretende Generalsekretärin